



**PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

Arrêté préfectoral complémentaire n°2026-2127 du 19 mai 2026
modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2024-1832 du 10 juin 2024 relatif à la
conversion au gaz naturel pour véhicules (GNV) du centre bus de Flandres, exploité par la
société RÉGIE AUTONOME DE TRANSPORTS PARISIENS (RATP)
au 168 avenue de Jean-Jaurès à Pantin (93500).

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 portant nomination du
préfet de la Seine-Saint-Denis - M. Julien CHARLES ;

Vu le décret du Président de la République du 9 décembre 2024 portant nomination de la
sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis – Mme Vanessa
SEDDIK ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-4426 du 7 novembre 2025 donnant délégation de signature à
Mme Vanessa SEDDIK, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-
Denis, secrétaire générale adjointe de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2024-1832 délivré le 10 juin 2024 à
la société RÉGIE AUTONOME DE TRANSPORTS PARISIENS (RATP) autorisant la conversion au
gaz naturel pour véhicules (GNV) de son centre bus de Flandres sis sur la commune de
Pantin ;

Vu le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 18 juin 2025, complété par les
éléments techniques et la mise à jour de l'étude de dangers ;

Vu les avis favorables émis par les services consultés notamment, ceux des sapeurs-pompiers
de Paris du 17 novembre 2025 et de la commission locale de l'eau (CLE) Croult-Enghien-Vieille
Mer du 11 novembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 17 avril 2026 ;

Vu le courrier transmis à l'exploitant le 20 avril 2026 pour lui permettre de formuler ses
observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Bureau de l'environnement
1 esplanade Jean Moulin
93007 BOBIGNY cedex
Tél. : 01-41-60 60-60
Mail : pref-bureau-environnement@seine-saint-denis.gouv.fr
www.seine-saint-denis.gouv.fr / [@Prefet93](https://twitter.com/Prefet93)

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 24 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées portent sur :

- la modification du plan de remisage dans le secteur sud, avec augmentation du nombre de places et mise en place de murs coupe-feu en limite du site,
- l'adaptation du dispositif de gestion des eaux pluviales,
- et diverses modifications techniques mineures ;

CONSIDÉRANT que les éléments transmis, notamment la mise à jour de l'étude de dangers, démontrent la maîtrise des risques pour les tiers ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et relèvent des dispositions de l'article R.512-26-23 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en conséquence, d'encadrer ces modifications par un arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

ARRÊTE

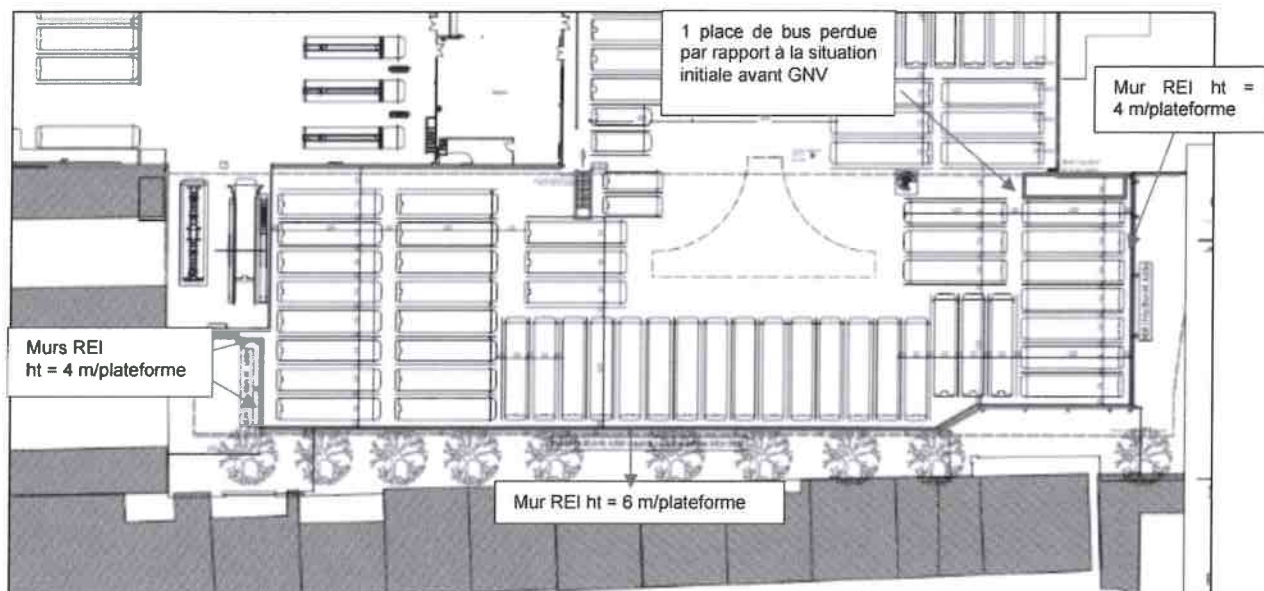
ARTICLE 1^{er}

La société RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP), (SIRET n° 77566343801906), dont le siège social est situé à MAISON DE LA RATP - LAC YV04, 54 QUAI DE LA RAPÉE 75012 Paris, autorisée à exploiter une installation de remplissage de réservoirs de véhicule à moteur GNV sur le territoire de la commune de Pantin (93500), au 168 Avenue Jean Jaurès, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – Résistance au feu

L'article 8.3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2024-1832 du 10 juin 2024 relatif à la résistance au feu est complété comme suit :

En complément du plan précédent, pour la partie de remisage extérieure sur plateforme au sud du site, des murs coupe-feu REI 120 sont installés avant fin juillet 2026 conformément au plan suivant qui indique leur implantation en rouge) et leurs hauteurs par rapport à la plateforme.

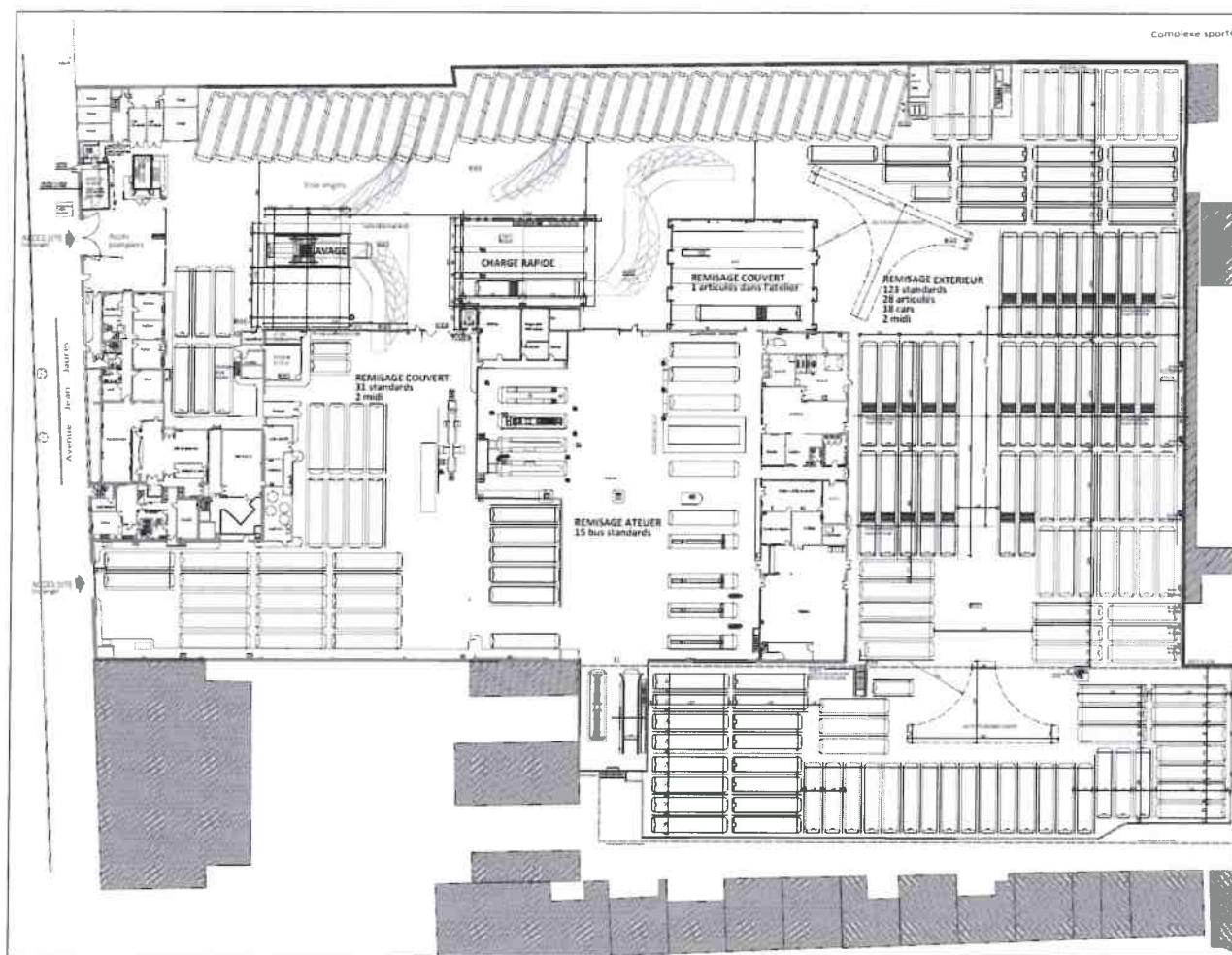


ARTICLE 3 – Plan de remisage

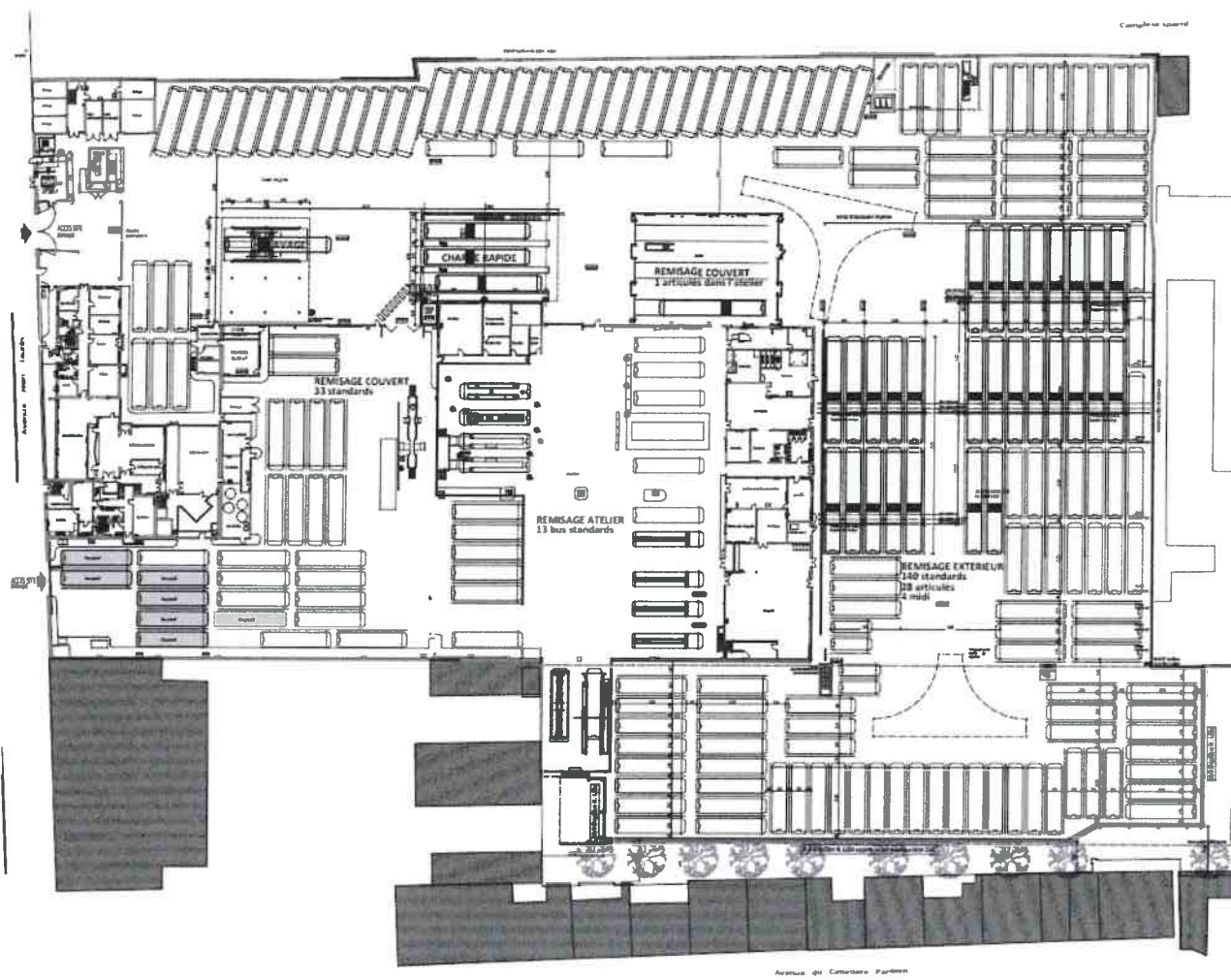
L'article 9.1.1.10 de l'arrêté préfectoral n° 2024-1832 du 10 juin 2024 relatif au plan de remisage est modifié et remplacé comme suit :

Afin de tenir compte des conclusions de l'étude de dangers concernant le risque incendie lié au bus et des modifications du site présentées dans le porter à connaissance du 18/06/25, le plan de remisage est évolutif selon 2 phases chronologiques qui impactent le remisage en partie sud des bus (espace de remisage délimité sous le trait en pointillés du plan ci-dessous). L'inspection des installations classées devra être préalablement avertie lors du changement de phase.

- Phase 1 : Remisage jusqu'à la réception de la conformité des travaux de construction des murs coupe-feu REI 120 décrits à l'article 2 du présent arrêté préfectoral complémentaire : maintien du remisage de bus actuel (cf. plan ci-dessous). Les bus GNV livrés seront remisés dans les secteurs nord, est et centre du centre bus protégés par les murs coupe-feu REI 120 déjà installés ; leur remisage en secteur sud sera interdit et seul les bus gasoil ou hybride pourront y être garés (gestion assurée par la GMAO du site). NOTA : l'obligation de remiser sur certaines places au sein du remisage couvert uniquement des bus gasoil représentés en gris sur le plan phase 2 est applicable dès la phase 1.



- Phase 2 : Remisage après réception de la conformité des travaux de construction des murs coupe-feu REI 120 décrits à l'article 2 du présent arrêté préfectoral complémentaire. Les emplacements dans cette zone sud pourront alors être occupés indifféremment par des bus diesel, hybride ou GNV.



Les emplacements du remisage exploités seront matérialisés au sol et correctement entretenus afin de rester en permanence visible.

ARTICLE 4 – Gestion des eaux pluviales

L'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral n° 2024-1832 du 10 juin 2024 relatif au plan de remisage est modifié et remplacé comme suit :

Les principales mesures de gestion des pluies courantes sont :

- Récupération des eaux pluviales de 1954 m² de toiture de l'atelier dans un réservoir enterré de 50 m³ afin de compléter en eau le fonctionnement de la station de lavage des bus. Ce réservoir enterré est aménagé en réutilisant une ancienne cuve de gasoil liée à l'ancienne station de distribution du site. L'exploitant tiendra à la disposition de l'Inspection les certificats de vidage, nettoyage, dégazage et, le cas échéant, décontamination de la dite cuve ainsi qu'un certificat de conformité attestant qu'elle peut recueillir les eaux de pluies.
- Mise en œuvre de revêtements drainants au droit de 8 places de parking découvertes et 8 places semi-découvertes en rez-de-jardin du parking VL dont l'entrée est située avenue du cimetière.
- Renforcement des plantations au droit du talus existant en rez-de-jardin (plantation d'arbustes) correspondant à une surface 690 m².

- Végétalisation du cheminement personnel situé au sud entre le bâtiment maintenance et le remisage extérieur. Cette végétalisation de type dalles engazonnées représente une surface de 62 m².
- Végétalisation de la toiture du nouveau bâtiment de lavage des véhicules pour une surface totale de 158 m². Il s'agit d'une végétalisation de type semi-intensif, épaisseur 10 cm pour abattement de la pluie de 8 mm.
- Mise en place de surface infiltrante au droit du parking moto en rez-de-jardin sur une surface de 70 m².
- Maintien de la toiture végétalisée sur le bâtiment abritant actuellement les véhicules articulés d'une surface de 446 m².
- Maintien de l'espace vert d'une surface de 45 m² devant le bâtiment administratif et mise en place d'un revêtement drainant sur le cheminement au bâtiment administratif sur 15 m².

Malgré ces différents aménagements, à cause des différentes contraintes intrinsèques à ce site existant (géologie, pollution...) et lié à la nature et finalités du centre bus (remisage de bus entre deux services et leur maintenance et entretien, nécessitant d'avoir des surfaces imperméabilisées), l'objectif du rejet zéro de pluies courantes au réseau public ne pourra être atteint. L'abattement s'établit autour de 15 %. Aussi, le maintien de la connexion au réseau départemental pour le rejet des pluies courantes non gérées à la parcelle lors d'un épisode de fréquence annuelle est autorisé.

La gestion d'une pluie décennale permettant de respecter un débit de fuite contraint de 10 l/s/ha est assurée par la mise en place d'un bassin de rétention enterré de 354 m³ sous la station de compression et la charge rapide. Ce bassin ne sera pas associé à un dispositif de type trop plein, conformément au règlement d'assainissement. En cas d'orage au-delà de la décennale, le site sera inondé.

Avant rejet au réseau collectif départemental, les eaux pluviales seront traitées via :

- Mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures dûment dimensionné, en aval hydraulique des pistes de distribution de gazole. Cet équipement sera équipé d'un obturateur automatique, asservi au niveau d'hydrocarbures et avec un report d'alarme sur un boîtier installé en un endroit visible du personnel.
- L'aire de dépotage de gazole sera associée à un séparateur d'hydrocarbures en aval hydraulique, dimensionné selon les conditions de l'arrêté ministériel du 15/04/2010.
- Plusieurs séparateurs à hydrocarbures seront installés sur le site à l'occasion du projet de sorte que l'intégralité des eaux pluviales de ruissellement au sol (voiries et zones de remisage) du site soient prétraitées avant rejet au réseau départemental.

ARTICLE 5 – Rétentions et confinement

Le 5^e alinéa de l'article 8.5.2.V de l'arrêté préfectoral n° 2024-1832 du 10 juin 2024 relatif au plan de remisage est modifié et remplacé comme suit :

Le stockage de ces eaux sera réalisé via le bassin enterré de stockage des eaux pluviales de 354 m³, un stockage gravitaire au sein du bâtiment de maintenance et de remisage intérieur de 700 m³ (avec des niveaux d'eau compris, selon le nivellement des sols, de 0 à 34 cm), la

fosse de nettoyage des dessous de caisse de 96 m³ et la fosse d'essais de freinage de 25 m³ soit un volume total de confinement de 1 175 m³.

ARTICLE 6 – Canalisations GNV

Le 1^{er} alinéa de l'article 9.1.1.5 de l'arrêté préfectoral n° 2024-1832 du 10 juin 2024 relatif au plan de remisage est modifié et remplacé comme suit :

Les canalisations de transfert GNV sont protégées des chocs physiques grâce aux dispositifs suivants :

- Les canalisations en caniveau sont situées dans des ouvrages maçonnés permettant, en fond, le libre écoulement des eaux de pluie afin d'éviter le risque d'immersion des canalisations. Les caniveaux sont équipés de grilles supportant le passage des poids lourds et en cas d'absence de la grille de protection, la largeur du caniveau et une profondeur suffisante d'implantation sous le sol des canalisations ne permettent pas le contact entre la canalisation et la roue d'un véhicule.
- Les remontées / descentes des canalisations aériennes sont protégées contre les chocs par des protections physiques de type arceaux en acier galvanisé. Les canalisations aériennes desservent la zone de charge rapide – en passant par une ouverture dans la paroi du bâtiment, à 5 mètres de haut – et les zones de charge lente associées à des portiques à 4,5 m de haut.

ARTICLE 7 – Mise en station des échelles

L'article 8.3.3.4 de l'arrêté préfectoral n° 2024-1832 du 10 juin 2024 relatif au plan de remisage est modifié et remplacé comme suit :

Si le plancher bas de l'étage le plus haut d'un bâtiment est situé à une hauteur supérieure à huit mètres du sol extérieur utilisable par les sapeurs-pompiers, une voie échelle, sur au moins une face, permettra la circulation et la mise en station des échelles aériennes des sapeurs-pompiers.

ARTICLE 8 – Notification

Le présent arrêté est notifié au siège social de la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP) sis Maison de la RATP-LAC YV04, 54 quai de la Râpée, 75012 Paris, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Seine Saint-Denis pendant **une durée minimale de deux mois**.

ARTICLE 10– Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Montreuil (7, rue Catherine Puig, 93100 Montreuil) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, **dans un délai de deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, **dans un délai de deux mois** à compter de :

a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le demandeur peut adresser sa requête au tribunal administratif de Montreuil :

- soit au moyen de l'application télérecours à l'adresse suivante : [https:// : telerecours.fr](https://telerecours.fr) ;
- soit en y déposant directement le recours.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 11 – Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Seine Saint-Denis, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT), le maire de Pantin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Le préfet,

La sous-préfète chargée de mission
auprès du préfet, secrétaire générale adjointe
chargée de l'arrondissement chef-lieu

Vanessa SEDDIK